

Faillite des nations : quelle étiologie et quel remède?

Mahmoud BRAHAM*
ENSSP

Pourquoi les nations font-elles faillite? Cette question aussi complexe se pose avec insistance parmi les grandes puissances, que dire alors de sa pertinence là où le sous-développement reste irréductible. Une tentative de réponse vient tout récemment d'être faite par un économiste du prestigieux Institut de Massachussets pour la Technologie (MIT), Daron Acemoglu et un professeur de sciences politiques à l'Université Harvard, James A. Robinson (A&R): *Why Nations fail: the Origins of Power, Prosperity and Poverty*, "Pourquoi les nations font-elles faillite: les origines de la puissance, de la prospérité et de la pauvreté", paru en 2012 et réédité en 2013. Lire cette œuvre aujourd'hui se justifie par une conjoncture globale semblable à celle décrite jadis par De Chateaubriand: «...une rencontre entre deux âges, comme aux confluent de deux fleuves, j'ai nagé dans leur eaux troubles, m'éloignant à regret du vieux rivage où j'étais né, nageant avec espérance vers une rive inconnue» (Mémoires d'outre-tombe, IV, 597).

Les contours du problème

Au-delà de cet aspect poético-nostalgique, ceci renvoie à l'interrogation primaire d'Adam Smith dans sa "Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations", laquelle interrogation nous fait oublier toute autre chose lorsqu'on y réfléchit, dit le Prix Nobel en économie, Robert Lucas. Ce livre d'A&R est riche en exemples, des Romains aux Aztèques, des Cités-Etats Maya à la médiévale Venise et de l'Union Soviétique aux Etats-Unis et l'Afrique, sans oublier les diverses révolutions passées ou présentes défrayant la chronique par la génération de progrès ou de croissance spectaculaires ou de crises et décompositions politico-sociales terminatrices. Des processus *sui generis* d'ascension vers la brillance ou de décadence et de disparition. C'est, assurément, une œuvre d'une grande utilité pour les nations confrontées aux défis particuliers de l'heure mais qui peut, aussi, servir de livre de chevet pour les politiciens et les stratèges comme pour les chercheurs et les académiciens, puisqu'alliant contenu académique et valeur d'usage inestimable. Hautement comparatif, ce recueil imposant puise de la substance même des sciences sociales pour les besoins de généralisations et d'interprétations de l'histoire passée et de pronostics concernant des dilemmes futurs. En bref, y trouvera qui le veut, des *modus operandi* aux fins de mieux élucider l'étiologie de l'érosion, voire le déclin ou la disparition même de la forme la plus sophistiquée d'organisation de la vie politique et sociale détentrice du monopole de la contrainte sur les territoires et les peuples qu'est l'Etat, ou en vue d'y remédier.

Généalogie de l'émergence et des déclin

D'abord, A & R se singularisent par un rejet de tous les déterminismes politique, écologique, géographique, économique, culturel et ethnique et avec eux toute idée de fatalisme régissant la vie des nations et toute *hypothèse d'ignorance*. S'agit-il, donc, d'une théorie alternative aux cadres d'analyse wébériens ou Mac Kinderiens et aux approches de Jeffrey Sachs et Jared Diamond, sur les effets des conditions géographiques ou écologiques défavorables à l'avènement d'une société prospère, soit à cause de la maladie ou de la qualité du sol et la nature du système productif agricole notamment dans les tropiques (Sachs and Malaney 2002). Les arguments de ces derniers ont été battus en brèche par l'observation de similarités des conditions géographiques correspondant à des situations économiques disparates : le Pérou, un pays très pauvre malgré l'existence de l'or, du blé, de l'orge et des chevaux et le Botswana qui a pu réaliser une croissance et un développement économiques alors que d'autres pays africains comme le Congo, la Sierra Leone et le Zimbabwe, languissent dans la violence et la misère.

Cependant, l'homme ne peut s'affranchir totalement de son environnement. Et même si toute société humaine dispose des personnes inventives, certaines d'entre elles fournissent des matériaux de démarrage et de conditions plus avantageuses pour une utilisation des inventions (Diamond, 1999, 408). A ce postulat, A&R opposent une comparaison édifiante entre Nogales de l'Arizona et Nogales de Mexico où, du côté américain, prévaut un développement considérable alors que du côté mexicain les conditions socio-économiques laissent à désirer. S'agissant du mystérieux concept de *l'hypothèse d'ignorance*, issu de la théorie de Lionel Robins de 1935 considérant que «les sciences économiques étudient le comportement humain en tant que relation entre les fins et les rares moyens ayant des usages alternatifs», pour attribuer la pauvreté à une ignorance des bonnes

décisions. Au contraire affirment A&R, les gouvernants distinguent bien les décisions bénéfiques des décisions nocives, mais ils évitent sciemment les premières parce qu'incompatibles avec leurs intérêts acquis, et optent délibérément pour des choix générant pauvreté et désolation, car pour eux, le maintien de l'oligarchie au pouvoir et la préservation de ses privilèges priment sur tout (A&R, 2013, 63).

Parmi les éléments d'explication, A&R avancent des événements charnières de nature à changer le cours de l'histoire et un accent particulier sur les institutions qui sont, selon eux, soit inclusives, génératrices de développement et de bien-être, soit exclusives (*extractive*) causant arriération et instabilité. Une interaction entre institutions politiques et économiques inclusives va, selon eux, donner lieu à un auto-renforcement d'un *cercle vertueux*, avec la généralisation du bien-être et de la prospérité par la force du système social, jugulant toute tendance chez un groupe unique à concentrer le pouvoir politique aux fins de perpétuer son rôle. A l'inverse de cela, dans les pays faibles et en proie à l'instabilité, prédominent des configurations institutionnelles *extractives* qui, comme le suggère cette appellation, sont prédatrices au point de verser dans un degré extrême dans la concentration de la richesse entre les mains d'une élite minoritaire. D'où les grandes inégalités incitant ces élites à davantage de retranchement et de réticence à investir et à innover, avec toutes les retombées négatives sur la propagation de la prospérité, devenue insoutenable. Le type d'institutions économiques *extractives* crée des monopoles ou une agriculture basée sur la servitude. En outre, ces systèmes à forte concentration de richesses impliquent inéluctablement un contrôle politique nécessaire à la protection des intérêts économiques des élites qui, à leur tour, font preuve de résilience à l'élargissement de la participation politique. Dans ce cas, les arrangements économiques extractifs seront davantage consolidés par les institutions politiques extractives générant une sorte de *cercle vicieux* auto-renforcé où la richesse est affectée à une élite restreinte unique qui a trop à perdre par le partage du pouvoir politique. La meilleure illustration de cela est l'évolution de l'Amérique hispanique héritière d'un système d'*encomienda* introduit par les Conquistadors.

Par ailleurs, la capacité d'élaborer des politiques inclusives impliquant automatiquement des institutions économiques inclusives permettant à la majorité de la population de participer librement et en toute sécurité aux activités économiques de leur choix et à leur expansion (puisque' elles n'entravent ni idées neuves, ni affaires) dépend d'un degré satisfaisant de stabilité et de progrès. Ainsi, sans institutions politiques inclusives, *i.e.*, pluralistes et débarrassées de toute concentration ou de monopole du pouvoir politique, il n'y aura pas d'institutions économiques inclusives. L'apanage inclusif des institutions de l'Etat conduit à une banalisation du pouvoir et sa transformation en une responsabilité plus engageante qu'honorifique, limitant tout avantage indu inhérent à un exercice sans contrôle du pouvoir. Pas de place, donc, pour un pouvoir trop centralisé entre les mains d'une élite minoritaire dégradante, car incontrôlable et qui, une fois dotée de moyens conséquents utilisera les ressources disponibles pour cimenter son emprise sur le pouvoir politique (A&R, 2013, 430). En bref, la centralisation politique n'est acceptée que dans la mesure strictement nécessaire au maintien de la loi et de l'ordre et à la préservation des fondements des droits de propriété et d'une économie de marché inclusive. De même, le caractère inclusif des institutions se traduit, entre autres, par une garantie de la propriété intellectuelle, à même d'encourager l'investissement et l'innovation; deux facteurs importants pour la croissance économique et le bien-être général. Dans cette forme institutionnelle les anciens systèmes ou technologies de production, sont par l'effet d'une innovation efficiente, remplacés par d'autres plus modernes et plus sophistiqués, réalisant ainsi, la *destruction créatrice* de Joseph Schumpeter.

En revanche, les institutions extractives, conçues pour enrichir la minorité et appauvrir la majorité, bien que la richesse soit le produit de l'ensemble de la force laborieuse de la société, sont défavorables à la croissance économique et, donc, à la génération de la richesse. Pour illustration, citons le cas du Guatemala, où le pouvoir politique est depuis cinq siècles la chasse gardée d'une cinquantaine de familles (1% de la population) ou de l'Ouzbékistan où prévaut le travail forcé et bon marché des enfants (environ \$1.40 de l'AF-2006, pour une quantité de 20 à 60kg de coton). Cependant, ces institutions extractives peuvent réaliser la croissance à la condition d'affecter des ressources considérables aux activités hautement productives mais cette croissance ne sera pas durable (cas de l'ex-URSS). Dans ce type d'institutions, l'attachement avéré des élites au pouvoir aux modes productifs et technologiques obsolètes (cas de l'Europe orientale) retarde tout progrès, contrairement à ce qui s'est produit en Europe Occidentale qui a investi intensivement dans la machine à vapeur et les voies ferrées que la Russie impériale a rejetées de peur de voir cette Révolution industrielle compromettre le système agraire et féodal sur lequel repose le pouvoir des Tzars. Leur rejet de la *création destructive* qui est le moteur réel de la

modernisation, est illustré par le cas de la Reine Elizabeth I qui a refusé le brevetage d'une machine à tricoter sous prétexte qu'elle prive ses sujets du travail et les transforme en voleurs car, dit-on, cette technologie épargnant le recours à la main d'œuvre, est politiquement déstabilisatrice (A&R 2013, 182).

En définitive, «tandis que les institutions économiques sont cruciales pour déterminer si un pays est pauvre ou prospère, c'est la politique et les institutions politiques qui déterminent quelles institutions économiques un pays doit posséder». (A&R, 2013, 43).

Pour ce qui est des événements historiques charnières, il en est ceux qui conduisent parfois à la voie de dépendance. Les sociétés développent ou ne développent pas des institutions inclusives à cause des institutions déjà en place et des circonstances historiques particulières dans lesquelles elles se trouvent. C'est le cas de Nogales et des autres sociétés d'Amérique du Sud et du Nord, qui s'expliquent, selon A&R, par les différences des pratiques coloniales premières avec les conquérants espagnols, se hissant au sommet de ces sociétés sédentaires riches en or et tirant profit des institutions extractives en place. Les Espagnols ont usé de la tradition Inca dite *Mita* qui fut une institution consacrant le travail forcé dans les plantations pour déplacer dans les années 1500, des populations entières pour l'exploitation des mines de Bolivie. Cependant, dans le nord de l'Amérique, l'absence de l'or et la difficulté de l'agriculture, furent à l'origine d'une faible densité de la population autochtone, la privant, ainsi, de structures hiérarchiques fortes, d'où la difficulté de la contrôler. Même les tentatives d'importer d'Europe une organisation hiérarchique fut vaine chez une population d'immigrées refusant toute position d'infériorité. Ainsi les Etats-Unis ont-ils développé des lois égalitaires de propriété de terre, un système de brevetage favorable à la propriété intellectuelle et des institutions bancaires compétitives, assurant des taux d'intérêt bas et donc un accès facile à l'argent et aux affaires. D'où, une croissance économique et une prospérité soutenables aux Etats-Unis et un échec économique en Amérique du Sud où seules les souches privilégiées ont bénéficié du bien-être.

Mais quels déterminants pour les configurations institutionnelles? La contingence historique! Des événements-clés *i.e.* conjonctures critiques en 'interaction avec les conditions préexistantes pouvant changer les institutions dans la direction inclusives et/ou extractives. Des petites différences initiales, couplées à des réponses aux conjonctures critiques peuvent déboucher sur des arrangements institutionnels dramatiquement différents. Cependant, tout en étant l'œuvre de l'Homme, les formes institutionnelles peuvent devenir immuables. On peut en citer à titre d'illustration, la peste noire qui fut décisive pour le développement institutionnel en Europe. Ce fléau qui a réduit sensiblement le nombre des populations et avec elles l'offre de travail, fut lourd de conséquences. Tandis qu'on assista en Europe occidentale à une érosion progressive de la dépendance du féodalisme d'une agriculture basée sur le servage, à l'Est, la pénurie de main-d'œuvre conduisit les élites à renforcer les arrangements extractifs (A&R 2013,101). Un autre exemple de ce qu'est une conjoncture critique et ayant des conséquences à portée lointaine pour les conditions d'aujourd'hui fut le colonialisme et son héritage en termes d'institutions extractives à travers le monde.

De même, suite à la découverte de l'Amérique, le Parlement britannique empêcha Elizabeth I et la famille royale de monopoliser le commerce atlantique, ce qui donna lieu à l'émergence d'une classe de commerçants riches avec des liens faibles avec la monarchie. A l'inverse de cela, devenus riches et puissants par leur monopole du commerce de l'or et l'argent qui affluaient du *nouveau monde*, les monarques espagnols se permirent d'ignorer les revendications des citoyens faibles et les *Cortes*(A&D, 2013, 105)

Par ailleurs, grâce à la Révolution Industrielle, si la restauration au Japon de Meiji de 1868 mit fin au féodalisme des *Shoguns* et ce pays construisit en une année une voie ferrée reliant Tokyo à Yokohama, en Chine, l'échec de la rébellion de Taiping de 1850-64 à torpiller la dynastie *Qing* opposée à toute industrialisation y a fait perdurer la pauvreté.

En somme, l'usage d'une terminologie scientifique et sociologique affûtée, à l'instar de la *loi de fer de l'oligarchie* de Robert Michels ou la *création destructrice* de Schumpeter, témoigne de l'actualité des perspectives exposées dans le travail d'A&R. Mais le manque de données quantitatives ou d'approches systématiques dans l'analyse des diverses sociétés, tel que constaté dans le travail d'A&R, rend impossible l'évaluation de la capacité explicative de ces hypothèses. Car ce qui manquerait peut être c'est des données comparatives sur la quantité et la durée de la croissance économique sous des arrangements institutionnels différents. Par exemple, si la civilisation des Maya et des Inca est une réfutation de l'idée de Sachs sur les tropiques rétrogrades, l'exemple n'est pas suffisant pour établir des généralisations au moment où d'autres

analyses quantitatives ont démontré que des sociétés hiérarchisées et hautement complexes se trouvent souvent à des hautes altitudes. (Currie et Mace 2009). Pire encore, l'application du concept des *élites*

extractives aux seules élites non-occidentales présageant implicitement, de ce fait, un déclin sûr de la Chine, semble relever d'une attitude trop subjective ou plutôt d'*américano-optimisme*. Les élites américaines au et/en relation avec le pouvoir par un capitalisme monopoliste bénéficient, à la faveur de l'économie de l'offre et des dégrèvements fiscaux, d'un transfert indu de richesses des contribuables débouchant sur une fiscalité catastrophique. Le déclin futur de la Chine à cause de ses institutions extractives (exclusives) n'est pas évident car l'on s'attend à ce que l'économie chinoise dépasse celle des Etats-Unis dans quelques années (FMI, 2011) et (Ikenberry, 2012). Et au moment où l'on assiste aux Etats-Unis à une inégalité des revenus de plus en plus marquée, en Chine, émerge une classe moyenne aisée, ceci sans oublier que sur les plans économique et industriel, les indices défavorables pour l'Occident abondent (du coefficient Gini à l'Index de prospérité Le gatum). L'on se demande réellement si l'Amérique n'est pas passée d'un *cercle vertueux* à un *cercle vicieux* par l'effet d'un effort effréné par ses élites minoritaires pour accumuler plus de puissance et de richesses. Hélas, dans ce type d'études, la perception est plus saillante que la réalité (Lord Lothian 2013).

Les approches analytiques institutionnalistes

De nouveau, s'impose une réflexion sur les institutions en tant que concept revêtant une signification élargie : «les règles du jeu prédominant dans la société» (Douglas North, 1990). De là, on infère que les institutions peuvent être de qualités diverses et disparates et seules induisant des comportements sociaux utiles de la part des acteurs ou agents économiques, sont à rechercher. Elles sont également formelles (les règles et les lois légales mises en œuvre par une tierce partie) ou informelles (codes moraux, habitudes et coutumes). Mais l'importance relative des institutions formelles augmente dès que le champ de l'échange du marché s'élargit et s'approfondit et la mise en place d'institutions formelles implique des coûts élevés fixes mais des coûts marginaux bas à l'opposé des coûts marginaux très élevés induit par les institutions informelles (Dixit, 2004).

Il demeure vrai que les inégalités font souvent office de signes précurseurs d'une décadence ou d'une instabilité future. Une corrélation frappante existe, en effet, entre le niveau du PIB et l'instabilité de l'Etat avec probablement les Etats des pays pauvres incapables de répondre aux besoins de leurs peuples et confrontant ainsi un risque d'effondrement (FMI 2011).

Le développement des institutions elles-mêmes conçues en tant que règles en vertu desquelles les individus coopèrent et interagissent, ne peut échapper à un apport même partiel et non décisif des facteurs géographiques ou écologiques. La théorie évolutive a bien établi cette distinction entre causes approximatives et ultimes. L'idée de cercle vertueux et de cercle vicieux met en évidence cette synergie, voire cette interaction entre facteurs : l'autorité du droit particulièrement importante favorise le développement d'institutions inclusives. Pour preuve, une agriculture séculaire peut figurer parmi les facteurs de complexité et de centralité non sans liens avec l'écologie ou la géographie (Diamond 1997).

En somme, les institutions viables ne sont pas créées ex nihilo. C'est l'aboutissement d'un processus sui *generis* d'apprentissage et de perfectionnement des modèles productifs et de gestion, par les bonnes recettes telles qu'une bureaucratie méritocratique, des systèmes judiciaires indépendants, des banques centrales, des politiques fiscales stabilisantes, des anti-trust et régulations, une supervision financière, une assurance sociale et une démocratie politique. Elles sont un passage presque obligé dans l'absence de procédés de rattrapages adéquats (Rodrik 2008). Qu'il s'agisse d'institutions existantes ou à créer, seules les institutions démocratiques et des libertés civiles aident les sociétés humaines à faire des choix judicieux concernant le type d'institutions économiques. Cependant, il importe de ne pas confondre fonction et forme institutionnelles, car une réglementation appropriée, une assurance sociale, une stabilité macroéconomique *et cetera* peuvent se réaliser à travers des arrangements institutionnels divers. Et malgré la conviction d'une différence de qualité entre les types d'arrangements institutionnels, il est vrai aussi que beaucoup d'arrangements bien performants sont des équivalents fonctionnels (équivalence fonctionnelle). La fonction ne se traduit pas uniquement en forme. Sinon, comment expliquer la similarité des niveaux de bien-être réalisés au sein de systèmes sociaux différents dans leurs détails institutionnels (Etats-Unis, Japon, Europe). Dans ces pays, les droits de propriété sont protégés, les produits sont régulés tout comme le travail et les marchés financiers, même si les règles du jeu des capitalismes américain, japonais et européen diffèrent les unes des autres et parfois d'une région à l'autre dans un même

espace. La convergence qui peut s'avérer importante parmi ces espaces notamment au niveau des pratiques relatives aux marchés financiers, se rétrécit dans les institutions du marché de travail (Freeman, 2000).

La non-convergence institutionnelle tient aux différences des préférences sociales, soit une substituabilité entre équité et opportunité. La préférence des européens pour l'équité et la stabilité, à

l'opposé des Américains, est reflétée dans leur marché de travail et leurs arrangements d'Etat-providence. Les complémentarités des parties du paysage institutionnel peuvent générer une hystérèse et une voie de dépendance : la complémentarité entre gouvernance d'entreprise et pratique du marché financier du modèle japonais. Les arrangements institutionnels nécessaires à la promotion du développement économique peuvent différer considérablement à la fois entre pays riches et pauvres, et entre pays pauvres eux-mêmes. (Rodrik 2008, 52).

Il y a un quasi-consensus chez les économistes que les institutions de haute qualité peuvent revêtir une multitude de formes et qu'une convergence dans les formes institutionnelles n'est pas un passage obligé pour la convergence économique. (Mukand & Rodrik 2005). Par ailleurs, si des règles formelles d'une quelconque économie sont adoptées par d'autres économies, ces dernières auront une performance avec des caractéristiques de la première économie. Ceci est dû aux normes informelles et aux applications différenciées. Cela étant, le transfert des règles politiques et économiques formelles des économies avancées vers les économies du *Tiers Monde* et de l'Europe Orientale n'est pas une condition suffisante pour une bonne performance économique (North, 1994, 366).

Par ailleurs, le développement de systèmes légaux formels intériorisés par l'adoption des codes adaptés aux conditions locales ou familiers avec des codes étrangers, produira des institutions légales nettement meilleures que celles obtenues par une pure transplantation des modes formels légaux étrangers (Berkowitz, Pistor & Richard, 2003). On a même évoqué «une possibilité de frontière institutionnelle» qui décrit une substituabilité entre désordre privé et dictature étatique d'un Etat très fort, en arguant que dans des circonstances différentes, on peut recourir à des choix différents le long de cette frontière. (Djankov et Al 2003). De même, pour le Tiers Monde, «il n'est toujours pas nécessaire de créer des duplicatas d'institutions légales de style occidental à partir de zéro car Il est possible de travailler avec des institutions alternatives disponibles et bâtir sur elles» (Dixit, 2004, 4). Il a même été développé un modèle formel pour étudier les coûts et les avantages de l'*expérimentation institutionnelle versus calquage* lorsque les formules efficaces ailleurs, s'avèrent inconvenables chez soi (Mukand & Rodrik). Les arrangements institutionnels réussis dans un pays créent des retombées à la fois positives et négatives pour d'autres. Côté positif, l'imitation d'arrangements, dans les pays où des conditions sous-jacentes sont suffisamment similaires à celles des leaders réussis, permet d'éviter les coûts de l'expérimentation. (Rodrik 2003). Ceci explique en partie la réussite relative des économies transitoires dans le voisinage immédiat de l'Europe: Pologne, Tchéquie (...), partageant avec le reste de l'Europe une trajectoire historique imilaireou ayant connu dans le passé une même expérience de capitalismes et d'institutions de marché. C'est pourquoi elles sont devenues des membres à part entière de l'UE, au motif que l'adoption des acquis communautaires peut s'avérer la meilleure stratégie pour la construction institutionnelle. D'autre part, certains pays peuvent être tentés ou forcés d'imiter des arrangements institutionnels pour des raisons politiques ou autres même si leurs conditions sous-jacentes sont très différentes de celles des pays imités pour que ce type de stratégies ait un sens (Rodrik, 2008, 35). La politique intérieure est souvent à l'origine d'une mauvaise imitation de politiques standards, à laquelle ont souvent recours des leaders politiques soucieux de rester au pouvoir et désireux de mettre leur grain de sel, même si celles-ci ne peuvent servir d'arrangements alternatifs. Ce type de résultat rappelle la conditionnalité du FMI et de la Banque mondiale. Pour preuve, si l'imitation a réussi pour la Pologne, elle fut un fiasco pour l'Ukraine et le Kirghizstan. Mais qui croyait à l'économie planifiée comme alternative crédible pour réaliser une croissance économique soutenable? Aujourd'hui l'on se demande également mais sans illusion si la dérégulation, la libéralisation et la privatisation sont la seule clef de voute pour une croissance soutenable? Là il faut continuer de rechercher des grandes idées. (Rodrik, 2005, 55).

En somme, les bonnes institutions sont celles qui «assurent que les élites politiques soient contraintes par le système politique» (Fergusson 2004, 181) car si elles sont autocratiques et non comptables devant leurs citoyens, elles seront plus enclines à la corruption et moins régies par l'autorité du droit (A&R, 2001). Ceci sans occulter cette ligne majeure de séparation entre institutions inclusives et exclusives, qui consiste en un degré satisfaisant de centralisation, faute de quoi la réalisation d'une croissance même limitée devient quasiment impossible comme c'est le cas pour certains pays du Sahel (A&R, 2013, 94).

En général, même si les institutions extractives génèrent une certaine croissance, celle-ci ne sera ni soutenable ni du type accompagnant *destruction créatrice* à cause de l'absence d'une motivation pour cette dernière et pour un changement technologique (A&R, 2013, 94). Bien plus, les institutions extractives favorisent les inégalités qui, une fois exacerbées, renforceront la puissance des détenteurs de la richesse, qui céderont souvent à la tentation de l'utiliser pour réaliser davantage de puissance politique et plus tard changer les règles du jeu en leur faveur (A&R 2013, 81).

Approches cycliques et complexité

S'agissant des étiologies des déclins, Kishore Mahbubani constate, dans son ouvrage *The Asian Hemisphere: The Irresistible Shift of Global Power to the East*, "L'hémisphère asiatique : l'irrésistible transfert de puissance vers l'Orient", une redistribution *normale* de la puissance vers l'Asie, mettant fin à une domination occidentale de deux cent ans sur l'histoire du monde, qualifiée par lui d'aberration par rapport à deux mille ans d'histoire orientale. C'est, dit-il, un retour équilibrant de l'Asie (Chine et Inde), rendu possible par son apprentissage des sept piliers de la sagesse occidentale : une économie libre de marché, une maîtrise des sciences et de la technologie, une culture de pragmatisme, une méritocratie, une culture de paix, l'autorité de droit et l'éducation (Mahbubani, 2009). Ce retour est, bien entendu, accompagné d'un déclin relatif de l'Occident puisque les Etats-Unis resteront la première puissance économique globale jusqu'en 2050, avec une montée pacifique et bénigne- tant que l'on n'essaye pas de la bloquer- de la Chine (Mahbubani, 2013).

En se rappelant du rejet par Toynbee de l'étude traditionnelle de l'histoire en termes d'Etats-nations, qui sont les fragments de quelque chose de plus grand, la civilisation (A Toynbee, 1972, pi 5), mieux vaut placer le débat dans une perspective analytique panoramique. Dans son chef-d'œuvre, *Civilization: The Six Killer Apps of Western Power*, «Civilisation: les six applications mortelles de la puissance occidentale», édition 2012, Niall Fergusson, a attribué la domination de l'Occident sur le «reste», à six facteurs: (1) la compétition et la décentralisation ayant permis l'avènement de l'Etat-nation en Occident où rivalités intenses et environnement exigü ont aguerri les puissances occidentales par rapport aux étendues immenses et stagnées dans le reste du monde; (2) l'essor scientifique qui a dompté la nature et permis de réaliser des bonds fort cruciaux dans la technologie de guerre ; (3) le droit à la propriété défini légalement débouchant sur l'avènement de systèmes de gouvernance stables et très favorables à la croissance; (4) la médecine occidentale et son impact positif sur la productivité et l'espérance de vie et par conséquent, sur une meilleure adaptation aux climats durs des colonies ; (5) une société de consommation en mesure d'alimenter la demande et par conséquent, la croissance ; (6) une éthique de travail unificatrice et palliant l'effet pulvérisateur des éléments susmentionnés qui l'auraient fragmentée, et de laquelle dépendait la montée du protestantisme [de Weber].

Au sujet de la faillite des nations, Fergusson qui rejoignant Ibn-Khaldoun ou, plus tard, Frazer Tytler, qui considèrent que la civilisation succombera tôt ou tard à un dysfonctionnement maléfique, estime, toutefois, que ces approches cycliques ne peuvent à elle seules suffire pour expliquer la chute des grandes civilisations qui sont des systèmes complexes qu'un simple événement catalyseur, aussi infime soit-il, suffit pour précipiter leur cataclysme (Ferguson, 2012). Pourtant, dans cette lutte sans merci contre la *perte*, les expériences des nations ne sont pas sans avantages. Ainsi, pour Ferguson, le *téléchargement* des idées européennes a permis, quand même, la réalisation de la prospérité, du développement et de la victoire sur les adversaires : cas du Japon qui a pu, grâce à ce transfert, battre la Russie en 1905 et qui a, par la suite, fondé une démocratie post-1945 très prospère, ou encore de celui d'Israël qui, à la faveur de ses structures à l'occidentale, a pu vaincre ses ennemis arabes. L'Occident esclavagiste est lui-même l'abolisseur de l'esclavagisme au début du 18^{ème} siècle. Mais parmi les aspects les plus déterminants de la prédominance de l'Occident, figure selon Fergusson, cette disposition à l'autocritique (Ferguson 2012). Dans ces vues, on omet souvent de signaler le rôle déterminant des synergies colonialistes et hégémonistes.

Ces emprunts mutuels entre civilisations sont admis par Ferguson qui, contrairement à tous les auteurs susmentionnés, reconnaît que «l'Occident a une dette envers un monde islamique médiéval, à la fois pour sa préservation de la sagesse classique et pour ses connaissances générales nouvelles en cartographie, médecine, philosophie, mathématiques et optique, comme l'a reconnu le penseur anglais Bacon : la philosophie provient des musulmans » (Ferguson, 2012, 52).

Dans ce même ordre d'idées, Ricardo Duchesne dans son ouvrage, *The Uniqueness of Western Civilization*, «le caractère unique de la civilisation occidentale», souligne les origines antiques de l'Europe indo-européenne, plus anciennes que les édifices d'Athènes ou de Sparte avec leurs peuples créateurs et leurs idées ingénieuses, voire leur éthos aristocrate guerrier qui a fait mouvoir l'histoire, formés après une migration de Mycéniens, vers l'ouest (4000 à 1000AC) avec leurs wagons à roues, leurs araires et une robuste culture guerrière! Leurs chariots leur conférèrent des victoires militaires et la glorification de la mort sur les champs de bataille. Cette société n'est pas fondée autour de villes sacrées mais sur des sociétés militaires (Duchesne, 2011). C'est donc la bellicosité de l'Occident qui lui a assuré sa survie. C'est dans ce même ordre que Robert Kagan, estime dans "le Monde que l'Amérique a fait" *The World America Made*, que l'endiguement a valu une victoire sur le défi communiste et une propagation de la démocratie, de la prospérité et de la paix dans le monde.

Cependant, de nos jours, le déclin de l'Occident est de fréquemment évoqué au point de donner lieu à une littérature «décliniste» de plus en plus en vogue, malgré les données militant parfois en faveur de la supériorité occidentale par rapport au *reste*. Ainsi, au plan des entrées et des sorties des investissements directs étrangers, de la puissance de la monnaie de réserve et de la propriété des actifs et même du PIB par tête qui est une mesure plus appropriée pour l'appréciation de la puissance, l'Occident est toujours à l'avant-garde (Drezner 2014). Pourtant, l'Orient semble revenir avec force sur une scène dont il a été exclu et où il a joué un rôle de modeste figurant jusqu'à la Grande dépression de 2008. La Chine a toutes les caractéristiques d'un rival de taille tant au plan géopolitique que géoéconomique. C'est la concrétisation, somme toute, de la prophétie de Nicholas Spykman, professeur de l'Université Yale qui croyait que la région frontalière (*rimland*) asiatique est d'une importance cruciale pour l'hégémonie américaine et qui a, en 1948, averti que la Chine serait à l'avenir une grande puissance et que les Etats-Unis doivent œuvrer à ce qu'aucune puissance n'émerge pour dominer dans le *rimland* eurasiatique. D'où l'actuel endiguement de ce pays à l'Est par les forces armées américaines, le Japon et Taiwan, au nord par la Mongolie et l'Inde et au Sud par la Russie avec une présence stratégique accrue de l'Occident dans la bande de Malacca et de Taiwan. Pourtant, ceci relève de calculs cyniques et stériles car les Etats-Unis ne sont ni immunisés ni invincibles et si aucune force ne peut les vaincre, il n'a fallu, selon la version officielle du 11/9, que quelque 19 individus pour y semer une pagaille indescriptible.

Dans *Why the West Rules - for Now: The Patterns of History, and what They Reveal about the Future*, "Pourquoi l'Occident gouverne- pour le moment : les modèles de l'histoire et ce qu'ils révèlent pour l'avenir ?", Ian Morris suggère à priori que la question qui hante tout le monde reste celle de savoir jusqu'à quand l'Occident gouvernera ? Sa réponse à cette question est que « les modes établis dans le passé suggèrent que le passage de la richesse et de la puissance de l'Occident à l'Orient est inexorable » et cela peut aller « d'une Amérique en faillite vers une Chine prospère », car même si l'Orient, est à la traîne dans les domaines de « la capacité de faire la guerre, la technologie de l'information et le captage de l'énergie », il finira par rattraper l'Occident en 2050. (Morris, 2013,). Dans cet ouvrage où le terme civilisation n'existe absolument pas et où la géographie est condamnée à l'abolition, Morris ne semble pas être préoccupé par la course Occident-Orient- qui sont « des labels géographiques et non pas des jugements de valeur »- mais plutôt par les capacités développementales collectives prométhéennes de l'espèce humaine qui finiront par être notre perte commune. Ni l'Occident ni l'Orient n'a un avantage développemental inné, mais la domination du premier est attribuée à sa seule découverte des carburants fossiles. Mais si l'occidentalisation de l'Orient se concrétise, dit Morris, le monde entier devient Occident et le règne de ce dernier sera dénué de sens. Ceci ne semble pourtant pas évident, car la montée de la Chine va certes conduire à une *Orientalisation* de l'Asie et une prédominance de la culture confucéenne ou du légalisme autoritaire. (Morris, 2013, 12).

Pour l'Occident et en particulier les Etats-Unis, outre le déclin militaire et économique, d'autres indicateurs sur leur décadence sont présents: une montée des comportements antisociaux (drogue, violence et crimes) ; une érosion de la famille (taux élevés de divorces, grossesses illégitimes), un déclin du capital social (actions associatives etc.); un affaiblissement général de l'éthique du travail ; un culte de la complaisance personnelle; et une décroissance de l'engagement en faveur de l'enseignement et des activités intellectuelles à travers des niveaux plus bas des réalisations scolaires (Huntington, 1996, 304).

Dans *Peace and Prosperity in the Age of Incivility*, « Paix et prospérité à l'ère de l'incivilité », Davis soutient que les valeurs constituent les éléments de base de la politique, les fondements mêmes de la politique puisqu'elles

affectent les attitudes qui affectent les croyances qui affectent les opinions qui affectent les préférences sur une politique. Les valeurs motivent les comportements (Davis, 2006, 5).

Enfin, même si, au-delà des constructions idéologiques et des hypothèses sur l'origine et la fin de l'histoire, le développement de cette dernière reste un mystère difficile à prédire indépendamment de la montée de telle ou telle puissance, l'idée des institutions, ou les moules qui façonnent des individus socialisés à travers l'intériorisation continue, est d'une extrême importance commune. Les institutions dans leur sens sociologique sont les normes régissant des aspects de la vie sociale et précisant ce qui est légitime pour la société (mariage, famille, école...). Grâce à ces normes, la société assure la transmission des valeurs à travers lesquelles la culture contribue à former une société permettant l'établissement de relations entre ses membres et un sens d'appartenance. Il appartient à l'élite de la société de distinguer, en toute objectivité, dans la grille des valeurs en place, ce qu'il y a de meilleur voire de plus vénéré et donc de plus respecté et de plus mobilisateur pour assurer la survie de la nation

et son bien-être. Valeurs, normes, et institutions forment donc l'échafaudage essentiel de la problématique de la survie des nations ou des civilisations.

A l'évidence, la question du déclin des nations qui se pose en termes cycliques ou progressifs, n'est pas moins prise au sérieux même parmi les grandes puissances. Bien plus, «la possibilité que l'histoire ne devienne plus cyclique et lente mais arithmétique et accélérée et que l'effondrement ait lieu non pas durant des siècles mais survienne soudainement comme un voleur de nuit», est très plausible. (Fergusson 2013). Henry St-John n'avait-il pas averti que «les gouvernements les mieux institués portent en eux, comme les corps animaux les mieux institués, les germes de leur destruction et même s'ils croissent et s'améliorent pour un temps, ils tendront sitôt vers leur dissolution (Henry St. John Bolingbroke, 1738, 254). Toynbee propose un cycle de défi, réponse et suicide dans sa théorie sur les civilisations (A. Toynbee, 1972)». Paul Kennedy dans «Naissance et déclin des grandes puissances», a évoqué une corrélation entre impulsions expansionnistes ou sur-extension et effondrement des empires (Kennedy, 1989, 59).

Appréhendée à partir de la perspective des institutions, la viabilité des nations est *in fine* une question de systèmes de gouvernance. Pour cela, une distinction fondamentale est à opérer entre d'une part les institutions formelles (émettant des directives et décrétant des pénalités) et informelles (impliquant sanctions et tabous) et d'autre part, entre institutions et organisations avec les premières conçues comme étant «des règles du jeu, puisqu'elles définissent la manière dont on joue» et où les secondes, «organisations et leurs entrepreneurs sont les joueurs c'est-à-dire l'équipe qui tente de gagner dans le cadre de ces règles et à travers des stratégies déterminées» (North 1990). Les organisations sont constituées de groupes d'individus poursuivant un projet commun visant un objectif commun (North, 1990). Elles sont politiques (partis, Municipalités, agences de régulation et autres) ou économiques (entreprises, syndicats, coopératives etc.), sociales (associations, clubs et autres) et éducationnelles (écoles, instituts et universités) (Ménard 2005). Il y donc une interaction entre institutions et organisations qui reflèteront les opportunités créées par la matrice institutionnelle. Si le cadre institutionnel récompense la piraterie, des organisations pirates seront créées et s'il récompense les activités productives, des organisations ou entreprises seront créées, afin d'engager des activités productives» (North 1994). Les institutions constituent un cadre promoteur des activités productives ou bloqueur de par les barrières qu'elles mettent à l'entrée des activités de croissance de la richesse à travers par exemple les restrictions de types monopolistes et l'empêchement de la transmission à faible coût de l'information soit par un pur verrouillage de l'accès aux ressources du pouvoir économique et politique (North et al, 2007). Les institutions créent les opportunités dont vont bénéficier les organisations en place qui à leur tour vont œuvrer à créer de nouvelles organisations et procéder à des modifications institutionnelles qui leurs seront favorables. Il y donc une dichotomie immuable : activités prédatrices liées à la théorie des choix publics de l'Etat bienveillant et l'Etat malveillant souvent obsédé par une maximisation des gains de ses membres. Les institutions peuvent être créées pour servir non pas l'efficacité économique mais la mainmise des détenteurs du pouvoir de négociation et en créer de nouvelles règles fondées sur le pouvoir qui influence leur évolution. Les clés d'une allocation efficace des ressources restent à chercher dans le pouvoir du leadership et son rôle dans toute étude économique des institutions. Les dirigeants politiques ou d'entreprises agissant en fonction de leur pouvoir discrétionnaire, vont impacter de façon décisive l'évolution institutionnelle et économique (Andreff 2007). Ce sont, sans nul doute, les dirigeants à tous les niveaux qui déterminent le développement économique et institutionnel (A&R 2006), ou

plutôt les élites définies comme étant une minorité sociale contrôlant les trois institutions qui dominent l'Etat (le politique, le militaire et l'économique).

Les dangers de la léthargie et de la cécité

Si les pays en développement ou encore les pays du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord sont précisément concernés par ce débat, ce sont donc leurs élites récalcitrantes qui entravent tout changement vers des systèmes démocratiques et de comptabilité de peur de voir toute transformation institutionnelle impliquant une transition vers des systèmes consacrant l'autorité du droit, la comptabilité et la méritocratie. North voit dans ce type d'institutions des ensembles de règles conçues afin de contraindre le comportement des individus dans le but de maximiser la richesse ou l'utilité des dirigeants (North 1981).

Dans ce cadre, les institutions optimales génèrent une contrainte sur le comportement de l'individu qui crée une discipline, laquelle a un effet libérateur et réducteur d'incertitude. De ce fait, elles structurent les incitations et restreignent les attitudes opportunistes qui ont un effet dévastateur sur la société. L'aspect coercitif et répressif n'est pas sans avantages puisque la contrainte libère parce qu'elle protège

(Commons 1934). C'est la libération par la contrainte, c'est-à-dire la protection contre l'arbitraire et l'abus des autres membres de la société. Cela a un effet multiplicateur de ses capacités. Le système institutionnel contraignant et efficace doit assurer une canalisation des comportements individuels et des anticipations de chacun sur les comportements d'autrui. De par la sécurité et la protection qu'elles procurent aux individus, les institutions mettent en œuvre une structure incitative à la recherche et à la réalisation des gains de productivité et favorisent un accroissement des richesses. North, tout comme Williamson, répudie la tradition néoclassique centrée sur une prétendue rationalité de l'individu car l'homme 'contractuel' est un opportuniste prêt à tout pour son intérêt et non point un *homo economicus*. L'accès à l'information procure aux élites dirigeantes publiques et privées un pouvoir discrétionnaire favorisant l'accumulation de richesses et l'accès aux rentes et ce dans l'absence de mécanismes de contrôle. Elles craignent les réformes qui mettent en cause leurs privilèges acquis. Leurs stratégies seront désormais axées sur le verrouillage de l'accès aux ressources du pouvoir économique, politique et d'information et à en limiter l'accès au reste de la population. C'est de là que découle l'importance de l'analyse institutionnelle de North et sa relation avec les systèmes de gouvernance. Choisir ses institutions est une tâche titanesque, car des institutions dépendront toute viabilité et toute vitalité des nations.

En guise de conclusion

En somme, en croyant toujours que la richesse des nations constitue le cumul d'un travail honnête inscrit dans la durée, on occulte des épisodes sanglants d'extermination, de rapine et de spoliation des autres et d'actions préméditées d'abrutissement des peuples désarmés. Les termes des échanges inégaux participent certes aux inégalités et aux écarts de développement. L'approche systémique du déclin des nations pourrait mettre en relief la complexité des systèmes et l'impossibilité du changement à cause des composantes inextricables et d'une résistance tenace qui lui causeront panne et décrépitude. Les composantes puissantes des systèmes peuvent, à cause du verrouillage qu'elles imposent à l'accès à la participation effective et rationnelle dans le système, soit par ignorance ou par solidarité mécanique excluant toute participation des autres, mener les nations vers leur perte certaine. Les solidarités mécaniques ôtent à la société et à ses forces vives toute efficacité et alimentent la discorde. D'où la nécessité de la résistance de la société contre ces formes extractives pour trouver une voie salutaire pour tous.

References:

- * Chercheur en géo-économie
- Rickards James (2014). *The Death of Money: The Coming Collapse of the International monetary system*, New York: Portfolio;
- Drezner W. Daniel (2014). *The System Worked: How the World Stopped Another Great Depression*, New York : Oxford University Press;
- Acemoglu Daron and James A. Robinson (2013). *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity and Poverty*, Profile Books, London;
- Ferguson Niall (2012). *Civilization: The Six Killer Apps of Western Power*, London: Penguin Books,;
- Ikenberry John G. (2012). *Liberal Leviathan: The Origins, Crisis, and Transformation of the American World Order*, Princeton: Princeton University Press;
- Duchesne Ricardo (2011). *The Uniqueness of Western Civilization*, Leiden: Brill,
- Currie, Thomas. E. and Ruth Mace. (2009). "Political Complexity Predicts the Spread of Ethno-linguistic Groups", *Proceedings of the Academy of Sciences of the United States of America*, 106(8):3739-3744.
- Kennedy Paul (1987). *The Rise and the Fall of the Great Powers*, New York: Vintage Books;
- Mahbubani Kishore (2008). *The Asian Hemisphere : The Irresistible Shift of Global Power to the East*, New York: Public Affairs;
- Andateff Wladimir (2007). *Economie de la transition: La transformation des économies planifiées en économies de marché*, Paris Editions Bréal ;
- Djankov Simon, (2007). "The New Comparative Economics", *Journal of Comparative Economics*, vol. 21 no. 4. (595-619).
- Rodrik Dani (2008). *One economics many Recipes: Globalization, Institutions and Economic Growth*, Princeton University Press;
- Davis William Eric (2006). *Peace and Prosperity in the Age of Incivility*, Maryland: University Press of America;
- Mukand Sharun and Rodrik Dani (2005). *In Search of The Holy Grail: Policy Convergence, Experimentation and Economic Performance*, *American Economic Review*, 95-1: (374-83);

-
- Dixit Avinash (2004). *Lawlessness and Economics; Alternative Modes of Economic Governance*, New Jersey: Princeton University Press;
 - Freeman R. B. (2000). "Single Peaked vs Diversified: The Relation between Economic Institutions and Outcome", NBER, Working paper no. w.7556.
 - Jared Diamond (1997). *Guns, Gems and Steel: The Fate of Human Society*, W.W. Norton and Co, New York,-
 - North Douglas (1990). *Institutional change and Economic Performance*, Cambridge: Cambridge University Press;
 - North Douglas (1994). *Economic Performance Through Time*, The American Economic Review, vol. 84, no. 3, pp., 359-368;
 - Viscount Henry St. John Bolingbroke (1768). *The miscellaneous works of the Right Honourable Henry St. John, Lord Viscount Bolingbroke*, Volume 4, A. Donaldson.